Christophe Dickès

Jacques Bainville. Les lois de la politique étrangère, Bernard Giovanageli, 2008

Table des matières

Chapitre 1. L'équation royaliste 2
Chapitre II. Etre roi : entre Louis II et Charles Maurras 3
Premières armes sur la politique étrangère 3
Chapitre III. Bainville face à la question allemande 4
Les trois fautes de Napoléon III 4
La question de l'Autriche 5
Chapitre IV. La France, l'Europe et l'Afrique (1908-1911) 5
Chapitre V. L'équilibre instable de la paix armée (1912-1914) 6
Chapitre VI. Le temple de Janus 6
Une guerre des peuples 6
La guerre en démocratie 7
La guerre longue 7
Chapitre VII. Paris – Rome – Petrograd 8
Chapitre VIII. L'Allemagne et l'Autriche : voir 1938 en 1914 8
Chapitre IX. Idéologie et déséquilibre européens (1919-1920) 9
Une paix idéologique, parce que morale et idéaliste 9
Chapitre X. L'agnostique blanc, ou le combat pour la civilisation 9
Qu'est-ce que la civilisation ? 10
Chapitre XI. Tentative d'une politique des mains libres 10
Chapitre XII. Le dilemme de Locarno 10
Chapitre XIII. Réaction ou révolution italienne ? Essai sur une typologie politique bainvillienne 10
Chapitre XIV. La fin de l'hypothèque rhénane 11
Chapitre XV. L'Europe contre Hitler ? 12

Conclusion.....12

Chapitre 1. L'équation royaliste

Né le 9 février 1879.
1896 : premier voyage en Allemagne.

Etudes au lycée Henri IV. Lit les classiques, les grands écrivains. Découvre Maurice Barrès. Lit aussi Sainte-Beuve.
La politique est faite par des hommes, donc elle ne peut se comprendre que si l'on possède les éléments humains.

« L'homme, à toutes les époques et dans tous les siècles, se ressemble, il a les mêmes passions, il raisonne et se comporte de la même manière dans les mêmes cas. »

« Nous nous imaginons toujours volontiers nos ancêtres comme étant à l'enfance des doctrines et dans l'inexpérience des choses que nous avons vues ; mais ils en avaient vu eux-mêmes et en avaient présentes beaucoup d'autres que nous avons oubliées. »

Empirisme organisateur : analyser l'action des hommes dans le passé pour trouver les clefs de compréhension du monde contemporain.
Question du despotisme intelligent : avoir un homme fort qui tienne les populations pour les guider des de bons chemins.

Grande influence de Thomas Carlyle, *On heroes,* sur les jeunes de ce temps. Il défend une vision d'élu qui tend vers l'aristocratisme. Chaque société doit trouver l'homme le plus capable, celui qui renonce au moi pour se mettre au service de la société. Le plus capable, c'est l'homme d'élite.

Influence d'Hippolyte Taine. Théorie des facultés maîtresses ou théorie de l'hérédité. Idée d'une dépendance totale de l'homme à l'égard de son passé. Bainville reprend cette idée comme étant une loi de l'histoire. Taine est un expérimental : il part du réel et de la description des faits avant d'aboutir à des analyses.
Fasciné par l'Allemagne il écrit beaucoup sur ce pays. Se méfie des Allemands mais jamais haineux vis-à-vis d'eux.
Très influencé par la défaite de 1870 et par le livre de Renan sur le redressement intellectuel et moral de la France. La grande question posée est celle des raisons de la défaite et de l'effondrement brutal de la France en 1870.

1898 : troisième séjour en Allemagne. A cette occasion il se convertit au monarchisme car pour lui la puissance de l'Allemagne est due à la personne du roi.

Dreyfus : Bainville est convaincu de l'innocence de Dreyfus et il écrit plusieurs articles sur ce point. Mais il est opposé à Zola et à Clemenceau et à la façon dont ils ont géré l'affaire, notamment par l'attaque systématique de l'armée.

Chapitre II. Etre roi : entre Louis II et Charles Maurras

Premières armes sur la politique étrangère

1870 va de pair avec 1866, Sedan est lié à Sadowa. La diplomatie française aurait dû soutenir la Bavière contre l'hégémonie de la Prusse et soutenir l'Autriche contre l'unité allemande, afin de maintenir la division des Allemagne. En ne faisant rien, la France a permis l'émergence de la Prusse, et ensuite la guerre contre cet Etat, avec l'unité des peuples allemands autour d'elle. Les causes de la défaite ne sont donc pas morales ou militaires, mais d'abord diplomatique : c'est une mauvaise compréhension du système européen, et une mauvaise gestion diplomatique de ce dossier.

Ligue de la Patrie française a 100 000 adhérents. Il en sort le Comité d'Action française, en 1898, qui s'en détache ensuite pour devenir l'Action française le 20 juin 1899. Comité d'Action française a été fondé par Henri Vaugeois et Maurice Pujo, qui sont deux républicains. Maurras rejoint le mouvement en 1900, après une rencontre avec Vaugeois. Maurras s'est converti à la monarchie en 1896, lors de son voyage en Grèce pour couvrir les jeux olympiques. A ses débuts, l'AF est donc républicaine.

Les lois de l'histoire : étudier les faits. Histoire se fonde sur l'observation des faits. Rechercher, dans le passé, les constantes, même si les rapprochements historiques ne sont pas toujours impérieux. Rechercher les constantes dans l'histoire, car l'homme dépend de son milieu et de son passé, et il a les mêmes besoins et les mêmes passions. Les lois de l'histoire se superposent à la nature humaine et aux conditions géographiques, qui ne changent pas, alors que les doctrines et les circonstances peuvent, elles, changer. Bainville est un des premiers à utiliser l'uchronie. L'histoire est un mélange de lois nécessaires et de faits accidentels. L'historien doit donc savoir se replacer dans le contexte de l'époque, et pour cela tenir compte aussi bien des courants d'opinions que des représentations des périodes étudiées. Mais surtout, quand on étudie une période, il faut se mettre dans la position délibérée de ne pas en connaître la fin. Il rejette à la fois le déterminisme et le fatalisme historique, car l'homme a de grandes possibilités dans ses choix, et une grande liberté d'action.

« Il faut vouloir les conséquences de ce que l'on veut ou subir les conséquences de ce que l'on subit. »

Bainville applique l'empirisme organisateur, qui consiste à s'attacher aux faits, à comprendre les mouvements de l'histoire, pour dégager les traits du futur à venir.

Chapitre III. Bainville face à la question allemande

Rejet du protestantisme politique et défense de la culture française dans le monde.

Pour B. Napoléon est responsable de l'unité allemande. En 1806, il crée la Confédération du Rhin, qui rompt avec le traité de Westphalie en permettant une première union des peuples germaniques. En 1813, défaite d'Iéna, puis humiliation de la Prusse au traité de Tilsit (1814). La Prusse humiliée veut se venger, et pour cela pense l'unité des peuples allemands autour d'elle pour prendre sa revanche sur la France. D'où l'aversion de B. pour Napoléon. A cela s'ajoute l'erreur de beaucoup d'intellectuels sur l'Allemagne : Staël, Michelet, Quinet, Renan, Hugo, qui en ont une vision romantique. Ils ne sont pas capables de penser le danger prussien. Les penseurs français pensent que les Allemands sont tout dédiés à la philosophie kantienne de la paix, et donc qu'ils ne sont pas bellicistes. L'Allemagne libérale et démocratique est un mythe (protestantisme politique), car en réalité l'Allemagne est militarisée et belliciste.

Bainville devient chroniqueur des RI à l'AF à partir de 1908.

Les trois fautes de Napoléon III

Napoléon III veut modeler l'Europe sur le principe des nationalités. Bainville lui reproche trois choses : la guerre de Crimée (1853-1856), la guerre d'Italie, la neutralité dans le conflit entre la Prusse et l'Autriche.

Guerre de Crimée : favorise la déstabilisation politique de l'Europe centrale. Drouyn de Lhuys veut une paix de compromis avec l'Autriche pour établir une alliance à trois, or la politique italienne de N3 empêche cette politique de rapprochement.

Guerre d'Italie : unité italienne est une guerre faite par nous contre nous-mêmes. La France n'avait aucun intérêt à intervenir dans ce conflit.

Neutralité : 1862 : Bismarck devient chancelier de la Prusse, nommé par Guillaume 1er. Il veut l'unité de la petite Allemagne autour de Berlin et donc contre l'Autriche. 1865 : entrevue de Biarritz, la France accorde sa neutralité. En 1866 la France ne bouge pas, alors que Sadowa bouleverse l'ordre de 1815. Il eut fallu s'unir aux Etats allemands du sud, ou bien à l'Autriche, afin d'éviter l'édification d'un empire allemand.

Bismarck est un révolutionnaire. Il détruit l'œuvre de Metternich : renversement du concert européen, bouleversement de la hiérarchie des nations, rétablissement de la loi du plus fort, instauration d'un ordre international anarchique.
La vision géopolitique de Bismarck est très différente de celle de Metternich. Bismarck veut unifier les Allemands autour de la petite Allemagne, celle qui est d'essence protestante. Il craint une alliance autour de l'Autriche, la grande Allemagne, d'essence catholique. Il craint aussi une alliance entre Paris, Vienne et Rome.

« Si Rome était encore cité pontificale, le drapeau français n'eût pas cessé de flotter à Strasbourg. Tant il est vrai que tout ce qui se fait contre le catholicisme se fait contre la France – et réciproquement. » B. in *Bismarck.*

Bismarck mène une politique anticléricale car il veut attaquer le catholicisme, qui est pour lui un ennemi de l'unité allemande. Raison pour laquelle il soutient l'émergence de la république en France, car étant aussi anticléricale, elle rejoint les intérêts de Bismarck. Bainville prône une coalition blanche, Paris, Vienne, Rome, pour lutter contre l'Allemagne. Ce serait un retour aux alliances de la Guerre de Sept ans. Pour lui, c'est à Bouvines qu'est née la coalition franco-romaine, car les deux partis en viennent à ne plus soutenir Othon mais Frédéric de Hohenstaufen. L'axe franco-romain est un gage de l'équilibre européen, et il est de l'intérêt de la France de s'appuyer sur le catholicisme et sur sa force.

La question de l'Autriche

Opposition entre la Prusse et l'Autriche, l'une protestante et éclairée, l'autre catholique et obscurantiste. Idée qui se développe avec les Lumières, et qui parcourt ensuite le XIXe siècle. Bainville soutient l'Autriche, comme Louis XV avant lui.
1756 : renversement des alliances de la France en faveur de l'Autriche. Puis alliance avec la Russie contre l'alliance anglo-prussienne. Cela provoque la guerre de Sept ans (1756-1763).

« On fait la guerre pour avoir la paix, c'est-à-dire pour rentrer dans la légalité des relations internationales. »

Guerre et paix sont liées et doivent être faites pour assurer le repos des jours à venir. Traditions de saint Augustin et saint Thomas. La paix doit profiter aux vainqueurs, mais aussi à l'équilibre des puissances. Entre 1648 et 1792, la France n'a jamais été envahie. Entre 1792 et 1914, elle a été envahie cinq fois.

Chapitre IV. La France, l'Europe et l'Afrique (1908-1911)

1er avril 1908, la revue *L'Action française* devient quotidienne, sous le titre d'*Organe quotidien du nationalisme intégral.*

Chapitre V. L'équilibre instable de la paix armée (1912-1914)

En 1912, Bainville est convaincu qu'une guerre européenne est proche. Il l'explique par l'opinion politique, mais aussi par l'état de l'opinion publique. Un conflit peut être le fruit d'affrontements politiques ou économiques, mais aussi d'une volonté populaire affirmée.

Les peuples approuvent le service militaire national alors que c'est un retour à la barbarie. Il faut éviter que les peuples se laissent aller à leur colère et à leurs passions, ce qui est extrêmement dangereux.
Dès 1912, Bainville s'oppose au morcellement de l'Autriche, qui est évoqué pour beaucoup. Pour lui, ce serait une mauvaise chose pour la France, alors qu'il est nécessaire de fortifier le monde catholique. Depuis la séparation de l'Eglise et de l'Etat, la France a du mal à penser le rôle des religions dans les relations internationales.
Bainville oppose les guerres politiques, caractéristique des régimes anciens, aux guerres d'opinion et aux guerres démocratiques du XIXe siècle.

Chapitre VI. Le temple de Janus

Pour Bainville, c'est le nationalisme qui est la cause de cette guerre, car c'est une guerre profondément démocratique.

« A la fin, nous devenons les esclaves des créatures que nous avons faites. » Goethe

B. avait prévu cette guerre. Elle est pour lui l'espérance que la politique s'édifie désormais sur des bases réalistes et non plus idéalistes.

Une guerre des peuples

Mirabeau avait évoqué les guerres démocratiques, bien plus meurtrières que les guerres des rois et de leur armée de métier. Bainville reprend cette idée. La guerre politique et démocratique est dangereuse et peut durer très longtemps.
Cette guerre, c'est le temps de la barbarie. Violation du droit international et des règles élaborées par les traités de Westphalie. La démocratie annonçait une ère de paix éternelle. En réalité, cela fut brisé par la guerre de 1870 puis par celle de 1914. Les pacifistes sont persuadés que la guerre ne fera plus partie de l'histoire du genre humain, alors même que la guerre prend une nouvelle dimension et qu'elle devient beaucoup plus meurtrière. Les pacifistes ont amené l'Europe à la guerre.

Pour les Allemands, la guerre est une révolution. Le politique doit organiser ces forces pour préserver la paix et l'organiser.
« On fait la guerre pour avoir la paix, c'est-à-dire pour rentrer dans la légalité des relations internationales. » La guerre est un système hors-la-loi. Il s'agit de faire la guerre à la guerre, c'est-à-dire de permettre les nouvelles conditions de paix en rétablissant l'équilibre brisé par la Triple alliance.

La guerre en démocratie

Peuples, nationalités, nationalismes constituent les principes d'un conflit démocratique. Il faut faire la guerre pour préserver la paix, mais la guerre est la conséquence du principe des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes. Cette guerre est une guerre des peuples, une guerre de races, fondée sur un nationalisme exacerbé, incontrôlé et xénophobe, et elle signe la faillite de l'internationale socialiste et de l'internationale capitaliste.

Cette guerre fût un immense gâchis d'hommes. Dans ce contexte, la personne humaine n'a plus de valeur, elle devient un objet de consommation parmi d'autres choses. « La personnalité humaine a disparu. L'individu roi est voué au sacrifice. » AF, 16 avril 1916.
Le peuple agit en pleine ignorance politique et en électeur souverain, mais ignorant des choses à adopter.

« Le premier mot de la démocratie est la jalousie. » Summer Maine.

Le peuple souverain ne le devient plus. Il est incapable de comprendre les événements, les causes et les conséquences, il est incapable de prendre de bonnes décisions et donc de voter avec assurance. Bainville a une conception élitiste de la démocratie qui lui fait se méfier du peuple. La destinée d'une nation ne doit pas reposer dans les mains du peuple, mais dans les mains d'une élite bien formée et capable de prendre les bonnes décisions.

La diplomatie est dépassée par la vitesse et par la rapidité des moyens de communication. La vitesse empêche de réfléchir, de prendre son temps, elle abolit la modération et la réflexion nécessaire. Avec la publicité de la diplomatie, le peuple devient partie prenante, opinion et partie, ce qui nuit à la diplomatie, car le peuple n'a pas les moyens de comprendre les tenants et les aboutissants et de s'exprimer normalement.

La guerre longue

Article du 12 décembre 1914 : il explique pourquoi la guerre sera longue. « L'illusion générale est que tout sera fini dans deux ou trois mois. (…) Croire à la brièveté de la guerre, c'est peut-être encore une façon de ne pas croire à la guerre, une autre forme d'incrédulité presque universellement répandue en France et qui, devant le fait accompli, s'attache à une dernière forme d'espérance. »

Pourquoi la guerre sera longue ? Parce que toutes les guerres d'alliances ont engendré des guerres longues (cf. guerre de 7 ans), parce que l'Allemagne dispose d'un matériel militaire très difficile à détruire, parce que toutes les guerres où l'Angleterre est engagée pour la suprématie européenne furent longues.

Poincaré et Bainville ne veulent pas d'une paix de compromis, cat une telle paix ne serait que repousser les armes et engendrerait une nouvelle guerre.

Chapitre VII. Paris – Rome – Petrograd

L'Italie entre en guerre pour des raisons réalistes. Elle aura donc des prétentions réalistes à la fin de la guerre, et notamment des territoires à annexer lors des traités. Les alliés doivent se méfier de ses prétentions.
Bainville mène une mission en Italie, puis il est envoyé en Russie par le président du conseil pour mener une mission officieuse.

Russie : soutient du parlement et des officiers au tsar, très fort sentiment nationaliste. Nicolas II aurait dû prendre la tête du mouvement national pour prendre la tête de la révolution et ainsi tenir le mouvement. La chute du tsar, c'est la fin du panslavisme.

« Ce que le bolchévisme combat sous le nom de capitalisme, c'est l'Europe. Ce qu'il veut, par un obscur instinct asiatique, c'est la ruine de la civilisation européenne. »

Chapitre VIII. L'Allemagne et l'Autriche : voir 1938 en 1914

L'unité allemande est source de la guerre, il faut briser cette unité. L'Allemagne veut se réunir du Rhin au Danube. C'est l'ancienne politique pangermaniste.

« [La France va se réveiller] devant une République allemande, une République sociale-nationale supérieurement organisée. » Demain ?, 13 novembre 1918.

Pas d'opposition entre l'Empire et la république allemande, mais l'Empire est une étape vers un régime démocratique centralisateur.

« Plus on est ancien régime, moins l'on est nationaliste et pangermaniste. (…) Au contraire, plus un Allemand est avancé, plus il aspire à rompre les chaînes du passé et plus il est allemand. » la Rp de Weimar se place dans la continuité de l'Empire de Guillaume II, les socialistes allemands ont soutenu l'Empire et ont voté les crédits militaires.
La guerre devient une guerre sociale, c'est-à-dire d'appropriation des richesses et des biens d'autrui. C'est une guerre sociale, parce que l'aristocratie est détruite, parce que les terres sont redistribuées au profit du peuple. Cette guerre sociale accélère l'essor de la démocratie.

Sixte de Bourbon Parme est le frère de l'Impératrice. Il sert de médiateur entre Vienne et Paris. Il y a deux lettres de l'Empereur, qui est prêt à une reconnaissance de l'Alsace, à un retour des territoires à la Serbie et à une libération de la Belgique. Clemenceau refuse ces avances de paix, même s'il n'est pas favorable à un démembrement de l'Autriche Hongrie.

Pour Kissinger, la paix de 1815 est une bonne paix, car elle repose sur trois piliers essentiels : une paix de conciliation, un équilibre des puissances, le sentiment d'une légitimité partagée. Ce n'est pas le cas de la paix de 1919.

Chapitre IX. Idéologie et déséquilibre européens (1919-1920)

Une paix idéologique, parce que morale et idéaliste

Plusieurs reproches sont faits à ce traité. D'abord son caractère idéologique, incompatible avec l'idée d'une paix politique reposant sur la sauvegarde de la sécurité française. Le traité a une connotation quasi religieuse, il est fondé sur un moralisme outrancier, un économisme et des principes moraux idéalistes.

« Une paix trop douce pour ce qu'elle a de dur ; trop dure pour ce qu'elle a de doux. » Cette paix est comme celle d'Amiens en 1802 : elle suspend les hostilités, mais elle n'évite pas la guerre. Dès 1920 la Russie attaque la Pologne, preuve que le traité n'a pas réglé la paix à l'Est de l'Europe. C'est une paix de haine.

B. parle de la conjonction germano-russe sur la Pologne, les deux pays vont s'entendre pour annexer ce pays et souder leur alliance sur son dos. Problème posé par la Tchécoslovaquie qui est trop petite pour résister aux appétits allemands. Problème de l'Autriche et de l'Anschluss. Problème de la coalition des peuples aigris, notamment l'Italie, qui du coup risque de s'allier avec l'Allemagne.

Chapitre X. L'agnostique blanc, ou le combat pour la civilisation

La France a gagné dans cette guerre : Alsace et Lorraine + Maroc, mais elle a aussi beaucoup perdu : destruction des territoires, perte de ses investissements en Russie et en Turquie. Il lui reste l'auréole de la victoire. La civilisation française est aussi en recul. Cette guerre a sonné le déclin de la culture européenne.
Bainville est agnostique, mais il est convaincu que l'Eglise doit jouer un rôle pour sauvegarder la civilisation et pour préserver la culture. Il accorde beaucoup d'importance à Rome et à son action.

Qu'est-ce que la civilisation ?

Elle est un capital et un capital transmis.
« Capitalisation et tradition, - tradition, c'est transmission – voilà deux termes inséparables de l'idée de civilisation. Que l'un ou l'autre vienne à manquer, et l'idée de civilisation est compromise. »

Retour à l'humilité : l'idée du progrès a vécu. Il faut reconstruire, matériellement et spirituellement, ce qui suppose beaucoup de temps et de travail. L'idée de civilisation va aussi de pair avec le classicisme. Classicisme s'oppose à romantisme, le retour à l'enfant, à l'anarchie, à la fuite dans l'idéalisme. L'important n'est pas dans les choses, mais dans l'ordre des choses, dans leur composition. La civilisation est un équilibre instable.

Chapitre XI. Tentative d'une politique des mains libres

« En agissant on risque toujours de se faire des ennemis. Et puis après ? On vit part ses ennemis parce que c'est le moyen d'avoir des amis. »

« Ce qui est dangereux et haïssable, c'est le simulacre de l'action. » Quand un pays mène une politique, il doit la mener complètement et entièrement, et ne pas s'arrêter en cours de route. Bainville est favorable à l'occupation de la Ruhr en 1920 et en 1923, car l'Allemagne doit payer les réparations dues, ce qui permettrait d'éviter son redressement. L'appareil industriel allemand est relevé en 1922. Angleterre s'oppose au paiement, pour ne pas bouleverser la situation financière internationale. C'est notamment la position de Keynes.

On pense à l'autonomie ou à la sécession de la Rhénanie. D'autres territoires allemands pourraient suivre, notamment la Bavière. Bainville soutient cette idée de la sécession, Poincaré n'est pas complètement opposé.

Chapitre XII. Le dilemme de Locarno

Locarno bâtit le mythe d'un Briand apôtre de la paix, pourtant l'Allemagne est restaurée et la paix n'est pas davantage assurée. Il y a une fatigue des peuples à se battre, une résignation, qui est dangereuse pour l'avenir. Cela permet la reconstruction de l'Allemagne et son retour.

Chapitre XIII. Réaction ou révolution italienne ? Essai sur une typologie politique bainvillienne

Montée du fascisme s'inscrit dans le mouvement de la faillite de la démocratie et de l'arrivée au pouvoir des dictateurs. Le fascisme est une réaction, réaction au désordre, aux destructions de la PGM, réaction aux attaques des communistes et des socialistes. En fait, le fascisme est profondément révolutionnaire, il veut bâtir un ordre nouveau, alors que la pensée de Maurras est réactionnaire, elle s'oppose aux Lumières et à sa philosophie.

1922 : Italie
1926 : Pilsudski, Pologne
1926 : Voldemaras, Lituanie
1928 : Carmona, Portugal
1929 : Yougoslavie
1933 : Allemagne
1934 : Bulgarie
1934 : Autriche, Dolfuss
1938 : Roumanie
1939 : Espagne

Multiplication des dictatures en Europe. Bainville classe Roosevelt également parmi les dictateurs, car il contrôle l'économie et il restreint les libertés économiques. Echec de la démocratie.

Il peut y avoir de bonnes dictatures comme de mauvaises. Les peuples sont prêts à sacrifier leur liberté pour l'ordre. Quand la situation internationale est très troublée, la liberté est un luxe que les peuples ne peuvent plus s'offrir. Il y a des dictatures de gauche, quand le dictateur est l'homme des pauvres contre les riches.
Bainville évoque l'Etat Dieu, où une minorité impose sa volonté à une majorité abrutie.

« On ne meurt que quand on veut bien mourir, autrement dit quand nous avons perdu cette volonté de vivre qui est le ressort de l'existence. » Goethe

Chapitre XIV. La fin de l'hypothèque rhénane

En 1875, l'Allemagne se retire de la France parce que celle-ci a payé en avance son dû. En 1930, les troupes françaises se retirent de l'Allemagne, alors que celle-ci n'a pas encore tout payé, et que le plan Young prévoit une diminution de sa charge.

L'Angleterre et les EU veulent réduire le montant des réparations que l'Allemagne doit à la France, mais ils veulent que la France paye toute sa dette vis-à-vis des EU. La France lie les deux questions, celles du paiement de la dette et des réparations.

Chapitre XV. L'Europe contre Hitler ?

1931 : accord douanier entre l'Allemagne et l'Autriche. C'est une étape vers l'union politique. En 1933, Dolfuss suspend le parlement, et il fonde un parti unique pour interdire le parti nazi. C'est un moyen de s'opposer à l'annexion par l'Allemagne.
En 1934, Mussolini appelle à une guerre préventive contre l'Allemagne pour empêcher son réarmement.
25 juillet 1934 : assassinat de Dolfuss par un commando de nazis autrichiens. Seul Mussolini réagit à cette agression en envoyant 4 divisions sur le col du Brenner.
9 octobre 1934 : visite du roi de Yougoslavie en France. Il est assassiné à Marseille avec le ministre français des Affaires étrangères, Barthou, par des Croates membres des Oustachas. Le roi de Yougoslavie s'opposait à l'Anschluss et à Hitler, ce que refuse les Oustachas.

1935 : conférence de Stresa. Accords entre Mussolini et Laval pour lutter contre Hitler, qui avait annoncé quelques semaines plus tôt que l'Allemagne allait augmenter ses divisions militaires.

Conclusion

Bainville refuse toute croyance et toute idéologie en matière de politique étrangère. La croyance relève de l'idéal. Or nous ne devons pas croire, nous devons observer, comprendre et induire. Il prône une politique empirique.
Analyser les faits au prisme de la sécurité française et de la paix en Europe. Pour cela, il faut démembrer l'Allemagne. En 1924, la France fait le pari de la sécurité collective, ce qui permet à l'Allemagne de retrouver sa place dans le concert des nations. Or cette sécurité collective se révèle être un échec 15 ans plus tard. Pour l'historiographie, Hitler est le produit de l'intransigeance de la politique française. Pour Bainville, c'est l'inverse, il est le produit de la faiblesse et de la lâcheté de la France, notamment avec le retrait de Mayence en 1930. « Ce n'est pas Hitler qui a tort d'être exigeant, ce sont les vainqueurs qui ont tort d'être faibles. »

« On dit aujourd'hui que la guerre n'est plus possible (…). Il est souverainement imprudent de le dire. Il est encore plus grave de le croire. » Bainville, juin 1931.